



**PRÉFÈTE
DE LA MAYENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Citoyenneté
Bureau des procédures
environnementales et foncières**

Arrêté préfectoral n° 53DCBPEF-2026-079 du 24 avril 2026

levant l'arrêté préfectoral n° 53DCBPEF-2025-183 du 10 décembre 2025 de mise en demeure à l'encontre de la société TERRENA dont le siège social est situé au lieu-dit La Noëlle, BP 20199, 44150 Ancenis-Saint-Géréon, exploitant des installations de stockage de céréales situées route de Sablé à Château-Gontier-sur-Mayenne

**La préfète de la Mayenne,
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,**

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-8 et L.511-1 ;

Vu le décret du Président de la République du 30 juillet 2025 portant nomination de Mme Nadège BAPTISTA, préfète de la Mayenne ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 8 avril 2026, régulièrement publié, portant délégation de signature à M. Ronan LÉAUSTIC, secrétaire général de la préfecture de la Mayenne, sous-préfet de l'arrondissement de Laval, arrondissement chef-lieu, et suppléance de la préfète de la Mayenne ;

Vu l'arrêté préfectoral N°90-0218 en date du 6 mars 1990 autorisant la coopérative agricole de la Mayenne (CAM) à poursuivre l'exploitation de silos de stockage d'engrais et de céréales, situées route de Sablé à Azé (commune nouvelle Château-Gontier-sur-Mayenne), modifié ;

Vu l'accusé de réception de changement d'exploitant en date du 18 septembre 2019, indiquant que la coopérative agricole TERRENA dont le siège social se situe au lieu-dit la Noëlle à Ancenis succède à la Coopérative Agricole de la Mayenne (CAM), dont le siège social est situé 89, rue Magenta à Laval ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 53DCBPEF-2025-183 du 10 décembre 2025 portant mise en demeure à l'encontre de la société TERRENA dont le siège social est situé au lieu-dit La Noëlle, BP 20199, 44150 Ancenis-Saint-Géréon, exploitant des installations de stockage de céréales située route de Sablé à Château-Gontier-sur Mayenne ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 16 janvier 2026 ;

Considérant que l'exploitant a transmis par courriel à l'inspection des installations classées les justificatifs de la réalisation des opérations de nettoyage au droit des zones empoussiérées constatées lors de la visite d'inspection du 17 septembre 2025 à savoir :

- les photographies des boisseaux d'expédition après nettoyage ;
- la facture n°07-764-70 du 3 octobre 2025 de la société AR.CO concernant :
 - le dépoussiérage manuel des parois au-dessus des boisseaux ;
 - le nettoyage silo : dépoussiérage des parois verticales au-dessus des fosses.

Considérant que dans ces conditions, il peut être mis fin à la mise en demeure dont l'exploitant fait l'objet ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Mayenne ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} :

La mise en demeure prise par l'arrêté préfectoral n°53DCBPEF-2025-183 du 10 décembre 2025 à l'encontre de la société TERRENA dont le siège social est situé au lieu-dit La Noëlle, BP 20199, 44150 Ancenis-Saint-Géréon, exploitant des installations de stockage de céréales située route de Sablé à Château-Gontier-sur Mayenne est levée.

ARTICLE 2 :

L'arrêté est publié pour une durée minimale de deux mois, sur le site internet des services de l'Etat à l'adresse suivante :

<https://www.mayenne.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement-eau-et-biodiversite/Installations-classees/Installations-classees-industrielles-carrieres/Mesures-de-police-administrative>

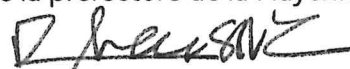
ARTICLE 3 :

Le présent arrêté sera notifié à la société TERRENA par courrier recommandé avec accusé réception.

ARTICLE 4 :

Le secrétaire général de la préfecture de la Mayenne, le sous-préfet de Château-Gontier, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour la préfète et par délégation,
Le sous-préfet, secrétaire général
de la préfecture de la Mayenne,



Ronan LÉAUSTIC

Voies et délais de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Nantes (6, allée de l'île Gloriette – 44041 Nantes Cedex 01) ou par voie électronique par l'intermédiaire de l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site : www.telerecours.fr dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai 2 mois :

1° pour l'exploitant, ce délai commence à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés, ce délai commence à compter de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Mayenne.